

Le peuple canadien, la Chambre et le Gouvernement se préoccupent depuis plusieurs années déjà de la continuation des hostilités en Indochine et des souffrances dont toutes les parties intéressées ont été les victimes. Comme je l'ai dit le 17 décembre dernier, au moment où les négociations engagées entre les Etats-Unis et le Vietnam du Nord semblaient avoir été rompues, le Gouvernement du Canada regrettait profondément que les négociations n'aient pas encore abouti à un règlement. Nous sommes heureux de constater qu'elles ont repris cette semaine.

Nous avons toutefois été troublés, dans l'intervalle, par le pilonnage de la région de Hanoi et de Haiphong. Il nous est difficile de comprendre les raisons qui ont motivé ces bombardements et les fins qu'ils pourraient servir. Nous déplorons cette action et nous avons exposé nos vues aux autorités américaines. Nous nous sommes félicités, à la fin de décembre, de ce que le gouvernement américain ait décidé de mettre fin au bombardement de Hanoi et de Haiphong. Nous avons communiqué notre satisfaction au Gouvernement des Etats-Unis, en exprimant l'espoir, à titre de pays ami et voisin, que les bombardements ne reprendraient plus.

Aussi atroces que soient ces bombardements, ils ne constituent toutefois qu'un aspect d'une situation qui émeut profondément le peuple canadien et préoccupe aussi le Gouvernement. Le niveau des hostilités et de la violence, des deux côtés, ne s'est pas atténué au Vietnam, et nous le déplorons. Nous ne perdons pas de vue l'intervention militaire que poursuit le Nord-Vietnam dans les affaires du Cambodge, du Laos et du Vietnam du Sud et en particulier l'indifférence horrible à l'égard des pertes de vies humaines innocentes qui caractérise les attaques quasi-quotidiennes lancées contre les populations civiles de ces pays.

C'est donc plus qu'un vœux pieux que nous formulons en souhaitant que les problèmes qui ont engendré une génération de conflit au Vietnam et dans toute l'Indochine ne soient pas résolus par les armes mais par la négociation. Pour tous ceux qui en sont convaincus, il est troublant de voir que la violence se poursuit pendant que les négociations sont en cours et de penser que la poursuite des hostilités peut menacer le progrès des négociations. Depuis le début des bombardements du Nord-Vietnam en 1965, les gouvernements successifs du Canada ont constamment soutenu que le recours à la force, sous cette forme, militait contre une solution du conflit au Vietnam.

L'intérêt particulier que cette question présente pour le Canada ne découle pas seulement du fait que les Etats-Unis sont notre plus proche voisin. Nous avons eu un rôle, pendant les dix-huit dernières années, dans la tâche ingrate de la surveillance d'un accord antérieur en multipliant nos efforts infructueux pour la rendre efficace. De plus, nous avons été clairement avisés qu'il est possible qu'on nous demande d'accepter un nouveau rôle. On nous a fait savoir que la participation du Canada à un nouvel organisme international qui serait vraisemblablement